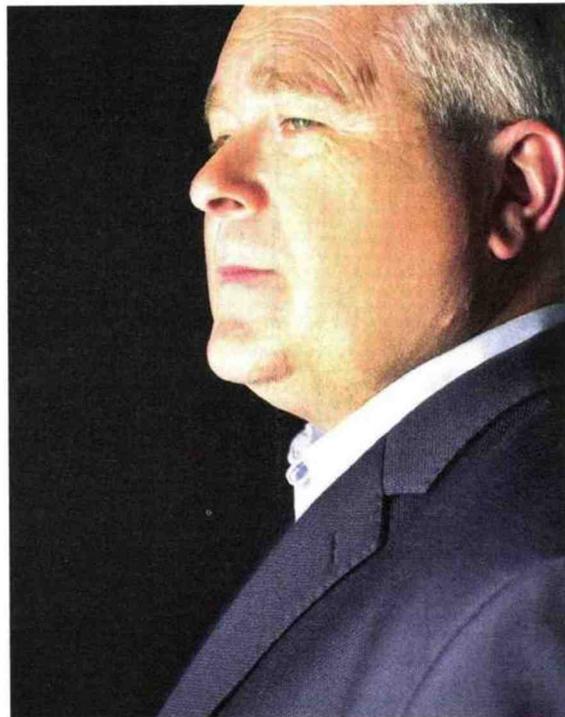
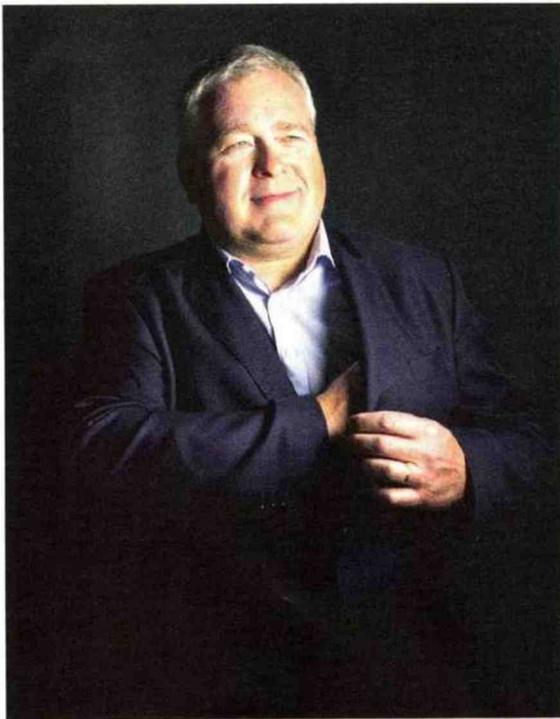
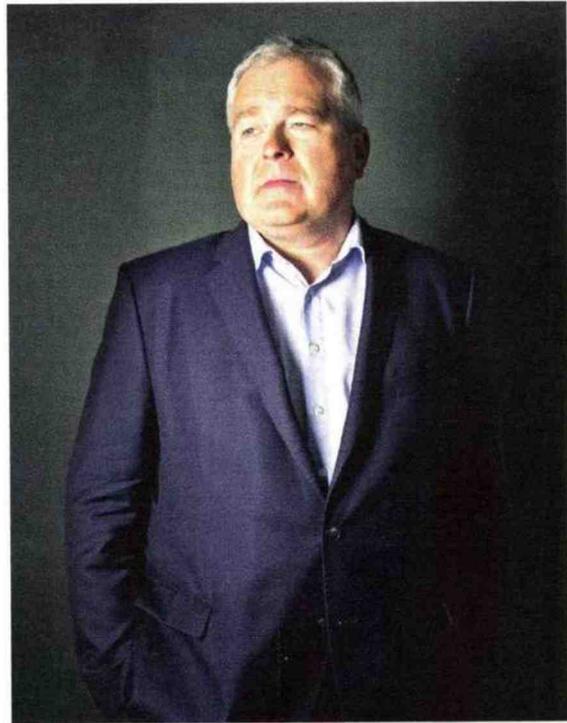
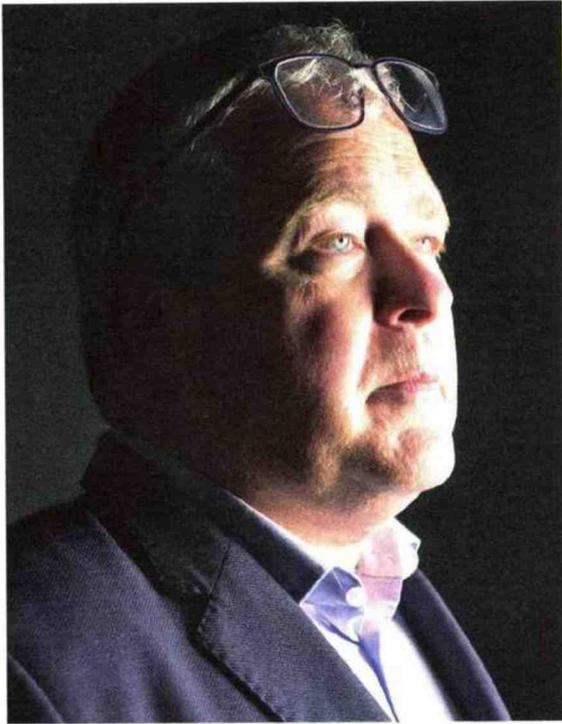




ESPRITS LIBRES



JEAN-LUC BERTINI POUR LE FIGARO MAGAZINE





Pierre Vermeren

# “LE MALAISE DE LA SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE PÈSE SUR LES JEUNES FRANCO-ALGÉRIENS”

*Alors que l'Algérie fête les soixante ans de son indépendance, l'historien Pierre Vermeren publie une « Histoire de l'Algérie contemporaine », depuis la Régence d'Alger, au XIX<sup>e</sup> siècle, jusqu'au Hirak actuel. Il y montre que la France n'est pas responsable de tous les maux et malheurs algériens.*

Propos recueillis par Alexandre Devecchio

**V**otre livre raconte l'Algérie avant même la présence française. Y avait-il alors un sentiment national ?

La question ne s'est posée nulle part en ces termes avant le XIX<sup>e</sup> siècle, à l'exception d'îles ou de peuples agressés (Angleterre, Irlande...). La nation est une idée neuve, inventée et théorisée par les Américains en 1776 puis par les Français en 1789. Elle s'est depuis répandue dans le monde. Auparavant, l'humanité vivait sous le régime des Empires ou des royaumes : le principe d'appartenance n'était pas national mais impérial, par soumission au prince. La régence d'Alger n'échappait pas à la règle : elle était la principale province de l'Empire ottoman du fait de sa situation et de sa richesse fiscale. L'intrusion française a réveillé des groupes hostiles aux « roumis ». Mais d'autres sont passés du service des Turcs à celui des Français. D'autres encore ont tenté de rester libres. Abdelkader n'a jamais pu unifier tout le pays contre les Français, d'où sa défaite. Puis le nationalisme algérien, petit à petit, s'est construit en contre-modèle du nationalisme français, et a fini par chasser la France. La nation algérienne est devenue une réalité historique. Les nations naissent, vivent, et peuvent mourir.

*Vous évoquez notamment l'épisode méconnu de la traite transsaharienne et du pillage des navires étrangers en Méditerranée, dont les passagers chrétiens sont réduits en esclavage. Cet épisode a-t-il été une cause de la colonisation de l'Algérie par la France ?*

Ce sont deux choses différentes : l'Afrique d'une part, la Méditerranée de l'autre. Il faut revenir sur l'origine de l'animosité des Européens (Provençaux, Languedociens et Corses) contre Alger, dont les bateaux ont été redoutés durant des siècles. Cela a créé une psychose contre Barba-

resques et « Turcs ». C'est pourquoi la conquête d'Alger en 1830 a été saluée dans la joie à Marseille. Pourtant, en 1830, la traite, la piraterie barbaresque et a fortiori les rapt avaient disparu. La première fois sous Louis XIV, qui a mis fin à la piraterie d'Alger par la répression et le versement d'indemnités. Puis de manière définitive en 1815, quand Européens et Américains bombardent Alger et lui interdisent la piraterie de retour sous les guerres révolutionnaires. En 1830 ne subsistait plus, dans l'esprit des Méditerranéens, que le souvenir de siècles de peur pendant lesquels fréquenter les littoraux et circuler en mer était périlleux. Mais la vengeance est un plat qui se mange froid.

*La colonisation a-t-elle été particulièrement violente ? Que pensez-vous de la phrase d'Emmanuel Macron qualifiant la colonisation de « crime contre l'humanité » ?*

Cette assertion de campagne électorale faite à Alger et, semble-t-il, négociée avec les autorités, avait une visée politique et diplomatique : elle a fait long feu. Depuis la présidence Bouteflika (1999-2019), Alger réclame le pardon et la requalification des violences de guerres coloniales en crimes imprescriptibles (de masse, contre l'humanité etc.). Il s'agit d'associer la guerre d'Algérie – voire toute sa colonisation – aux crimes contre l'humanité reconnus au XX<sup>e</sup> siècle : les génocides arménien et juif, puis l'esclavage. La conquête de l'Algérie, la répression des soulèvements, puis la guerre de décolonisation ont donné lieu à de grandes violences, même si la paix civile règne au nord de 1871 à 1945. La conquête de l'Ouest américain, les campagnes japonaises en Chine ou les guerres russes en Tchétchénie ont été bien plus meurtrières. La guerre et la violence font partie de la condition humaine, et ne choquaient pas grand monde au XIX<sup>e</sup> siècle. La communauté internationale réserve l'imprescriptibilité quand le crime de masse a été planifié. La guerre est cruelle car elle libère nos pulsions meurtrières. Mais que voulait Paris : chasser les Algériens de leur pays ? Leur interdire d'en sortir ? Les éradiquer ? Trois fois non. De nombreux Algériens ont souffert de la guerre et de l'humiliation, qui





*“Ce que les Algériens appellent la « décennie noire » a été le premier djihad moderne en pays sunnite contre un État républicain”*

en doute ? Ont-ils été davantage tués que sous les Turcs, quand toute révolte entraînait la décapitation d'une tribu, dont les têtes étaient montées en pyramides ? Non. Le débat est donc lourd, les visions antagonistes, et attiser ce brasier revient à pousser au conflit.

**Votre livre montre les limites du processus d'assimilation. Pourquoi ce processus a-t-il échoué selon vous ?**

Si l'assimilation des musulmans a échoué en Algérie, c'est parce que les Européens et le pouvoir parisien n'en voulaient pas – sous réserve que les musulmans l'eussent voulu, ce qui est douteux pour la majorité. En Algérie, la France a assimilé pratiques et instances administratives. Elle a même plaqué l'assimilation des provinciaux de métropole sur une minorité de musulmans : mais sans jamais se donner les moyens d'assimiler la masse. Les juifs d'Algérie ont été assimilés juridiquement et culturellement, mais seule une minorité des musulmans, souvent Kabyles, l'a été pour des raisons que j'explique. Pour la masse des musulmans, ni école, ni citoyenneté, ni code civil, ni même travail. Pourquoi ? Car les Européens, à 1 contre 7 ou 8 musulmans, refusaient que la majorité politique soit « arabe » ! Or, jamais Paris n'a pu décider les Français à aller peupler l'Algérie. L'entrée des Algériens dans la citoyenneté française s'opère en 1958, et la francisation scolaire dans les années 1960 et 1970 par le biais de la coopération scolaire : mais la colonie a pris fin.

**Venons-en à la guerre. L'armée française est-elle seule responsable des exactions ? Le récit que fait le régime de cette guerre est-il mensonger ?**

Il n'y a pas de récit unifié : chaque groupe d'acteurs et leurs héritiers ont leur propre lecture des événements. Les historiens soulignent la brutalité et les actes de cruauté d'une guerre qui recouvre plusieurs guerres civiles : entre Français (en droit, tout le monde est d'ailleurs français), entre Français et Algériens, et entre Algériens eux-mêmes. La guerre civile est porteuse de violences extrêmes, car l'adversaire est un autre soi-même, et l'extirper n'est pas une affaire de bataille. La guerre d'Algérie est une guerre sans front ni grande bataille – sauf celle d'Alger, dont les attentats étaient l'arme principale. Cette guerre, c'est l'attente de l'événement, qui n'arrive parfois jamais, le surgissement meurtrier, la course poursuite en montagne, la surveillance constante, la prise en otage des populations qu'il faut à la fois instruire et terroriser, et la traque des traîtres et des ennemis, qui justifie torture et assassinats. C'est la sale guerre. En Algérie, on héroïse le moudjahid, on occulte la traque des partisans de la France et on criminalise l'armée française. En France, les acteurs ont déploré la barbarie du FLN, puis le crime de masse contre les harkis – sans oublier Oran en juillet 1962 – et on s'effraye des politiques qui ont délégué sans l'assumer le sale boulot à l'armée, finalement pour rien. Violences et cruauté ont été

un triste partage, quoi qu'en dise le régime d'Alger qui a bâti sa légitimité sur cet événement fondateur.

**Quel est le but de cette propagande ?**

Les motivations des autorités algériennes sont complexes comme je tente de le montrer. Dans les années 1960, les relations entre la France et l'Algérie étaient au beau fixe : la victoire de 1962 avait donné allant et optimisme à l'Algérie. Comme le Vietnam, elle avait passé l'éponge en dépit des douleurs subies. Le Vietnam n'a pas changé d'avis – ni vis-à-vis de la France ni des États-Unis – mais l'Algérie du tout au tout. Pourquoi ? Elle a raté son virage industriel et technologique avant de sombrer dans la guerre civile entre l'armée et les islamistes dans les années 1990. Ces deux échecs ont démobilisé et fragilisé l'Algérie : sous Bouteflika, par nationalisme et par idéologie, afin de retremper la légitimité d'un régime fragilisé, on a puisé à foison dans « l'histoire glorieuse » de la guerre de libération : il s'agissait de réunifier le peuple contre l'ennemi historique, celui contre lequel on a édifié la nation, tout en agrégeant les trois générations d'Algériens de France, notamment les jeunes (un jeune Français sur dix), contraints de fuir la crise ou la guerre. L'honneur des Algériens a été brandi pour saper le discours islamiste, et pour rivaliser avec Israël, les Arméniens et les Afro-Américains ayant obtenu cette supposée reconnaissance ultime. Mais les considérations financières ne sont pas à exclure, nombre de caciques réclamant non seulement le pardon mais aussi des milliards d'euros !

**S'agit-il aussi de réconcilier la société en trouvant un ennemi commun après la guerre civile des années 1990 ?**

C'est évident ! Mais il fallait surtout faire oublier l'histoire immédiate en revenant aux fondements du régime et de la République, renouer avec le contrat social algérien : un autoritarisme rendu acceptable par le sacrifice des moudjahidine. La « famille FLN » en Algérie, notamment l'Organisation nationale des moudjahidine et leurs ayants droit, constitue le cœur de la société et du système politique algérien. L'après Bouteflika et l'après Hirak ont reconduit ces impératifs !

**Quelles ont été les conséquences de cette deuxième guerre d'Algérie à la fois sur l'Algérie, mais aussi par ricochet sur la France ?**

Elles sont considérables, mais personne, ni en France ni en Algérie, faute d'archives, du fait des entraves et de la nature explosive des enjeux, ne travaille sur elle ni sur ses conséquences. On feint d'avoir refermé la parenthèse. Or, ce que les Algériens appellent la « décennie noire » a été le premier djihad moderne en pays sunnite contre un État républicain, et donc le précédent des guerres d'Irak, de Syrie, de Libye, du Yémen, du Sahel et du Mali, de Daech et du djihad sunnite international (le 11 Septembre recouvre l'échec du djihad algérien). Bien sûr, on ne peut pas l'imputer aux



« Histoire de l'Algérie contemporaine », de Pierre Vermeren, Nouveau Monde, 400 p., 22,90 €.





Algériens. Mais dans l'agenda des salafito-djihadistes sunnites, ce fut un moment majeur. Après que l'Algérie eut écrasé l'islamisme armé sur son sol, le djihad armé a muté en combat idéologique et de conquête des esprits, en particulier en Europe. Qui ne voit pas que le front principal du djihad – version pacifique – s'est déplacé en Europe, faute de victoire militaire en pays sunnite (Afghanistan mis à part). Le djihadisme a renforcé l'autocratie, a fait régresser les sociétés dans un conservatisme islamique étouffant, et la condition des femmes arabo-berbères et les perspectives démocratiques, Tunisie en partie exclue.

*L'Algérie est devenue indépendante le 5 juillet 1962. Quel est le bilan de cette indépendance ? Le général de Gaulle a-t-il commis des erreurs à l'époque ?*

De Gaulle voulait débarrasser la France du boulet algérien, et il a réussi non sans dégâts. Fallait-il gagner la guerre sur le terrain pour négocier en position de force et finalement tout lâcher au FLN ? Fallait-il enfin équiper le pays, alphabétiser les jeunes Algériens sur fond de guerre déchaînée, donner la citoyenneté française et le code civil aux musulmans puis quitter le pays ? Fallait-il attiser la haine du FLN par une guerre cruelle avant de renoncer, entraînant la liquidation des harkis et des positions françaises et libérales, outre la fuite des pieds noirs ? La cohérence ne saute pas aux yeux. Mais la critique est aisée, et la guerre civile aurait pu embraser la France en cas d'abandon immédiat. De toute manière, la responsabilité historique première incombe à l'amateurisme cocardier des chefs de la Troisième République qui ont fabriqué une bombe à retardement sans anticiper ses effets ravageurs.

*Pourquoi la page ne semble pas être tournée entre la France et l'Algérie ? En quoi le poids de l'héritage de la guerre pèse-t-il sur les jeunes Franco-Algériens notamment ?*

La chose est très complexe. Comparons les jeunes Vietnamiens et les jeunes Algériens de France : ils ne sont pas aussi nombreux mais plusieurs centaines de milliers. Leurs parents ont dû fuir leur pays et la misère, parfois chassés par force. La France y a mené une guerre de décolonisation terrible et meurtrière, plus encore au Vietnam. Le niveau de vie du Vietnam est plus faible qu'en Algérie, bien que le pays soit plus ouvert. Les deux États sont militaires et autoritaires, et l'option démocratique moindre au Vietnam.

Or, d'un côté, un profond malaise identitaire, des difficultés d'intégration, une fuite dans le religieux ou la provocation chez tant de garçons ; de l'autre, une intégration apparemment silencieuse et exemplaire, une réussite scolaire et économique, une invisibilisation qui est la marque de l'intégration. N'est ce qu'illusion ? La comparaison est féconde, et il faut sortir du face-à-face franco-algérien qui est porteur de rêves mais aussi de dérives douloureuses. Il n'y a pas de fatalité en Histoire, mais le malaise de la société algérienne pèse profondément sur les épaules des jeunes Franco-Algériens qui ont le privilège de partager l'existence de deux pays en profonde crise morale. ■

*Propos recueillis par Alexandre Devecchio*

